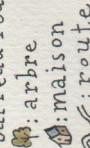


BITUME OU BOCAGE? ZONE À DÉFENDRE!

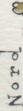


LEGENDE

— : contour de la zone d'aménagement différencié
+ + + + : projet de barreau routier



arbre



maison



route

Nord



Notre-Dame des-Landes

Les Arillières

Le Chêne

Les Dernières

Les Plandettes

Bellevue

Forêt de Rohanne

L'Asche et les Fosses

La Teigne

La Roche

Sauze

La Grotte

La Garenne

Vigneux de Bretagne

La Paquelais

La Paquelais

La Paquelais

Le Temple de Bretagne

Le Temple de Bretagne

Le Temple de Bretagne

RENNES

VANNES

ST NAZAIRE

BITUME OU BOCAGE?

Zone à Défendre!

L'HISTOIRE D'UN TERRITOIRE EN LUTTE

Première édition : 10 juillet 2017

Deuxième édition : 24 novembre 2017

Ce document est mis à disposition selon
les termes de la licence Creative Commons
“Attribution - Partage dans les mêmes
conditions 4.0 International”.



Retrouvez ce livre au format numérique au <http://livretzad.lamad.net>

PRÉAMBULE

Extrait de *Défendre la ZAD*¹

«**A**u petit matin du 16 octobre 2012, sur une route de campagne bordée de haies et noyée dans une brume lacrymogène, une interminable colonne de fourgons s'ébranle. Cette armada précède les engins de chantier venus détruire quelques dizaines de fermes et cabanes occupées "sans droit ni titre", selon les termes des arrêtés d'expulsion reçus quelques mois plus tôt.

L'État semble alors tout avoir de son côté : des moyens financiers considérables, plus de mille hommes mobilisés, un équipement ultra-moderne, une discipline de fer, des médias de masse pour relayer sa propagande, une "Déclaration d'Utilité Publique" de laquelle se réclamer pour asseoir son autorité. Ce projet d'aéroport est, bien sûr, au service de la croissance, de l'emploi, de la transition écologique et même de la sécurité; en bref de tous les fétiches dont ceux qui nous gouvernent sont les gardiens et camelots.

Depuis les premières oppositions au projet dans les années 1970, et plus encore depuis sa relance début 2000, les années de travail de contre-expertise et d'information ont contribué à rendre la construction de cet

1. Petit texte du collectif *Mauvaise Troupe*, aux Éditions de l'éclat, 2016. Ce livre-appel a été écrit dans l'urgence face aux menaces d'expulsions grandissantes à l'hiver 2015, par un collectif mêlant des habitant·e·s de la zone et des personnes impliquées dans la lutte.

aéroport largement impopulaire. D'année en année, les regards aiguisés ne se laissent plus berner. De bourg en bourg, la parole se libère et les enjeux se croisent : lutte contre le réchauffement climatique, protection de la biodiversité, préservation des terres agricoles, défense d'espaces réfractaires au désert consumériste qui s'étend avec la métropole... Le projet d'aéroport apparaît pour un nombre de gens croissant comme étant d'abord un moyen de remplir les poches des industriels du BTP, en tête desquels son constructeur et concessionnaire, la multinationale Vinci. Mais les consultations et enquêtes publiques de rigueur font peu de cas des solides arguments des opposant·e·s et ne se risquent pas à donner tort à leurs commanditaires. Puisque l'État semble aussi royalement s'asseoir sur les lois encadrant ces "aménagements", et dont il est pourtant censé être le garant, les associations anti-aéroport, ACIPA en tête, ont porté le combat sur le terrain des tribunaux. Elles y ont érigé méticuleusement, pendant des années, des barricades de papier propres à retarder l'échéance. La justice a fini par rejeter un à un presque tous les recours déposés. En bien d'autres fronts, les plus déterminé·e·s finissent alors généralement par baisser les bras et par laisser place à la marche forcée du progrès. Mais dans le bocage, ceux et celles qui habitent la zad* refusent toujours de se soumettre et de dégager le terrain pour laisser place aux chantiers. Les études préliminaires aux travaux, forages et démarches de "compensation environnementale" ne cessent d'être bloquées ou sabotées.

Dans les cabinets de la préfecture où l'on traîte le dossier de l'Aéroport du Grand Ouest, on planifie depuis des semaines l'intervention policière qui doit sécuriser le début des travaux. Un petit génie a l'idée saugrenue de baptiser cette intervention "opération César", dans un excès d'arrogance au pays d'Astérix. Le 16 octobre, après avoir déployé ses troupes, le Préfet, persuadé d'avoir terrassé les irréductibles anti-aéroport, déclare en conférence de presse : "à 10 heures, tout était terminé". Il ne se figure pas encore la détermination qui se dresse face à lui.

Depuis ce 16 octobre au matin, face aux flics, il y a nous. Nous ne

sommes d'abord pas nombreux, mais dès les premiers jours, nous sommes forts de l'ancrage de cette lutte et de ce qu'elle a d'ores et déjà permis de rencontres composites.

Nous sommes des groupes d'"occupant·e·s", arrivé·e·s petit à petit depuis quelques années dans le bocage, à l'appel d'un collectif "d'habitant·e·s qui résistent". Nous nous sommes attachés à ces terres en résistance, aux sentiers que l'on arpente à la recherche de mûres ou de champignons, aux aventures, aux fêtes et aux chantiers collectifs. Nous nous démenons autour de nos cabanes et maisons avec des boucliers de fortune, du matériel de grimpe pour se percher à la cime des arbres, des pierres, des feux d'artifices et quelques bouteilles incendiaires pour contenir et repousser les assauts adverses, du citron pour se prémunir des gaz et des ordinateurs pour contrer la propagande médiatique... Nous ne cessons de courir, haletants, dans la boue, pour entraver les mouvements policiers, et disparaissions derrière les haies et bosquets qui nous sont devenus si familiers. Nous attendons des heures, sous la pluie battante, derrière des barricades qui s'embrasent à l'approche des troupes.

Nous sommes des habitant·e·s et des paysan·ne·s de la ZAD pour lesquel·le·s partir d'ici a toujours été inconcevable. Malgré les pressions incessantes et la précarité d'un avenir incertain nous avons résisté jusqu'ici pour ne pas perdre les jardins que l'on bichonne et les liens avec nos voisin·e·s, les fermes rythmées par les horaires de la traite et les joies qu'offrent les lumières lunatiques du bocage. Nous ne sommes pas directement visé·e·s par cette première tentative d'expulsion grâce à un accord arraché au terme d'une longue grève de la faim en 2012 et protégeant encore, provisoirement, les habitants légaux. Mais sans hésitation, nous ouvrons nos granges et nos maisons, comme autant de refuges et de bases logistiques depuis lesquelles résister ensemble.

Nous sommes des alentours, militant·e·s chevronné·e·s, paysan·ne·s solidaires ou simples voisin·e·s que la situation a révoltés, abruptement.



Photo prise lors de l'ouverture d'une nouvelle maison durant la première semaine de la tentative d'expulsion, octobre 2012

Nous nous retrouvons dans la grange de la Vacherit avec l'intime conviction d'avoir un rôle actif à jouer à ce moment-là. Nous avons pour armes et bagages des chaussettes sèches, des calicots, de quoi filmer l'expulsion et témoigner des violences policières, des stylos pour rédiger des lettres courroucées et des tronçonneuses pour renforcer les barricades en sacrifiant quelques arbres. Parmi nous, beaucoup d'ancien·ne·s sont encore portés par la mémoire des luttes acharnées dans la région, qui ont déjà coûté à la "puissance économique de la France" l'échec de trois projets de centrales nucléaires en 20 ans, à Plogoff, au Pellerin et au Carnet. Nous aussi, faisons face aux gendarmes, nos corps en travers de la route.

Nous sommes une communauté de lutte en train de naître.»

Table des matières

Préambule	i
1 Introduction	1
2 Pourquoi on lutte contre l'aéroport?	3
3 Un peu d'histoire	7
4 Où en est le projet?	15
5 C'est quoi la ZAD?	18
6 À quoi ressemble la vie sur la zone?	21
7 Les Lieux	24
8 L'avenir sans aéroport	29
En guise de conclusion	32
Les 6 points pour l'avenir de la zad	33
Aller plus loin	35

1

INTRODUCTION

LE jeu que vous avez en main se veut le reflet de la lutte vécue dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes, à 20 km au nord de Nantes. Alors même que le projet de jeu mûrissait, ce qu'il met en scène s'est réalisé à l'automne 2012, quand les troupes de l'opération César ont dû abdiquer devant la détermination des opposant·e·s².

Si le gouvernement a alors été défait, contraint de faire marche arrière et de laisser le "kyste"³ s'enraciner, la menace de nouvelles expulsions plane toujours (quelque soit la décision prise par rapport à l'aéroport par ailleurs). Ce court livret, exercice inhabituel dans un jeu de plateau, a été écrit par une personne luttant sur la zone à défendre depuis de nombreuses années, dans le but de vous donner quelques éléments de compréhensions sur ce qui s'y vit.

2. **Avertissement** : parce que la domination masculine s'exerce aussi par l'écriture, ce livret, comme la plupart des textes écrits sur la zad, a été féminisé. On parlera donc des occupant·e·s pour dire les occupants et les occupantes plutôt que d'avoir recours systématiquement au masculin. Que celles et ceux (et surtout ceux!) qui trouvent cela lourd et fastidieux s'interrogent sur ce déni grammatical qui fait que la présence d'un mec dans une assemblée d'une centaine de filles permette l'usage du seul masculin.

3. L'expression est de Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur.

Mais commençons par le commencement :

Il était une fois une bande de politiciens, enthousiasmés par l'idée de pouvoir aller toujours plus vite, plus loin, pressés de bétonner un peu plus une planète bien trop verte à leurs yeux. Ils rêvent d'un nouvel aéroport qui permettrait d'aller directement de Nantes à New York...

Face à eux, dès le début du projet, la résistance s'organise.



Prise de parole des occupant·e·s à l'arrivée de la manifestation anti-aéroport, à Nantes, le 22 février 2014

2

POURQUOI ON LUTTE CONTRE L'AÉROPORT?

Il y a probablement autant de raisons de lutter contre le projet d'aéroport et son monde qu'il y a d'opposant·e·s. Trop pour imaginer qu'une quelconque synthèse puisse réellement représenter ce qui est en jeu dans cette lutte. Pour donner quand même une idée, voici une tentative de recueil de quelques arguments, issus de textes diffusés par le mouvement anti-aéroport.

Arguments techniques et financiers

La coordination des opposant·e·s rappelle ainsi que «le projet d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes est inutile, coûteux, destructeur et incohérent»⁴. Le CéDPA, Collectif d'Élu·e·s Doutant de la Pertinence de l'Aéroport créé en 2009, souligne lui que «ce projet apportera à la collectivité plus de coûts que de bénéfices» et que «l'optimisation de Nantes Atlantique⁵ apparaît plus génératrice de richesses pour la

4. «Fiche technique n° 0 de la Coordination», 2012, disponible sur le site internet de l'ACIPA, <https://www.acipa-ndl.fr>

5. L'aéroport actuel, qui sera maintenu en état quoi qu'il arrive puisqu'une usine Airbus est localisée juste à côté et a besoin d'une piste. Il est donc mensonger de parler de transfert de l'aéroport.



Tag aperçu à Nantes durant le mouvement contre la loi Travail, printemps 2016

France que la construction d'un nouvel aéroport»⁶. Soulignons aussi que les arguments pour délocaliser l'aéroport sont également fallacieux, ainsi le soi-disant problème posé par le survol de Nantes par les avions se posant sur l'aéroport. Des pilotes, qui ont créé un collectif de lutte contre le nouvel aéroport, ont témoigné que leurs plans d'atterrissement avaient été changés pour les faire passer au-dessus de la ville. Pratique : on crée un problème pour prétendre y apporter une solution !

Arguments économiques

«L'aéroport est la première partie, ainsi que la plus visible, du projet mégalo qui vise à créer une plateforme économique Grand Ouest où s'agglutinent zones commerciales et industries, villes dortoirs et entreprises du tertiaire»⁷. En effet, derrière ce projet se cache l'ambition

6. «Notre-Dame-Des-Landes : un projet d'aéroport sans fondement économique», octobre 2011, sur leur site : <http://aeroportnddl.fr/>

7. «Nous ne partirons pas!!!», tract d'occupant-e-s, 2009. Le mouvement d'occupation a toujours été prolixie en communication. La plupart des textes et tracts cités sont

de créer une zone urbanisée réunissant les villes de Nantes, Rennes et Saint-Nazaire. Il est nécessaire de lutter contre «les aménageurs [qui] planifient l'urbanisation massive sans que la population n'ait aucun contrôle sur ces projets qui transforment les paysages environnants en un désert de béton»⁸. Ce n'est pas une surprise si Jean-Marc Ayrault, longtemps maire de Nantes, a été l'un des plus fervents défenseurs du projet : il s'agissait pour lui de donner une longueur d'avance à la métropole nantaise dans la guerre contre sa voisine et concurrente, Rennes.

Arguments écologiques

«L'aéroport, comme toutes les infrastructures industrielles, participe de la destruction à terme de la globalité de notre planète». Il s'agit de «protéger toutes les forêts» car «dans le monde entier, des forêts sont rasées pour le profit, sans aucune conscience des effets à long terme. La déforestation provoque la perte des habitats naturels de millions d'espèces et accélère le réchauffement climatique»⁸. Il importe aussi de sauvegarder les terres agricoles et de se battre pour qu'elles restent vivantes, habitables. Les syndicats agricoles répètent que l'équivalent en superficie d'un département français disparaît tous les 7 ans sous le béton.

Raisons politiques

De nombreuses personnes sont venues de partout rejoindre cette lutte, considérant que ce qui se passe ici nous concerne toutes et tous, «pour prendre la lutte contre l'aéroport comme un moyen de s'opposer au mythe de la croissance et du progrès, au productivisme et au salariat, à un “État démocratique” qui ne tient que par sa police... Bref, à un modèle de civilisation»⁹. Parce que la «lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes, et plus globalement contre tous les grands projets inutiles imposés, s'inscrit dans le cadre plus global de lutte contre le

encore accessibles sur son site internet, <https://zad.nadir.org>, rubrique Brochures, journaux, tracts & co.

8. «Sur un arbre perché», tract d'occupant-e-s, 2011.

9. «L'aéroport qui cache la forêt», brochure issue du mouvement d'occupation, 2012.

système capitaliste. Avec la participation active des États, les multinationales et les grandes entreprises cherchent à dégager de nouvelles marges de bénéfice, en réorganisant les territoires pour faciliter le développement de leurs activités»¹⁰. Pour nombre d'occupant·e·s, cette lutte permet d'ancrer des idées dans la pratique, dans un territoire, et ce qui s'y joue déborde alors largement la question de l'aéroport : on lutte contre l'aéroport ET son monde. Il s'agit aussi de revendiquer la possibilité d'imaginer, d'expérimenter des formes de vie dégagées du salariat, du système judiciaire, des aménageurs...

Il importe donc de revenir un peu plus en avant sur ce que représente cette zone que le jeu vous invite à défendre.



L'Assemblée Générale du mouvement anti-aéroport à la Vache-Rit, janvier 2016

10. Programme anticapitaliste du 2° Forum Européen contre les Grands Projets Inutiles

3

UN PEU D'HISTOIRE

Années 60 / 70 – Les paysans contre la politique du vide

Né au début des années 1960, le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes rencontre immédiatement l'opposition du monde paysan. L'ADECA, Association de Défense des Exploitants Concernés par le projet d'Aéroport, lutte pour que la zone ne se vide pas et reste cultivée. Parallèlement, des comités d'action sont créés dans les bourgs alentours. La ZAD¹¹, Zone d'Aménagement Différé de 1650 ha, est décrétée en 1974. Le projet est mis en veille dans les années 1980-1990.

Années 2000 – «Ni ici ni ailleurs!»

La relance du projet en 2000 provoque la création de l'ACIPA, Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport. L'ACIPA mène un méticuleux travail de contre-expertise et d'information. En 2004 naît la Coordination des opposant·e·s au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, qui regroupe aujourd'hui plus de 50 associations, mouvements politiques et syndicats. L'ACIPA et la Coordination portent de nombreux recours juridiques contre le projet et se mobilisent pour participer aux débats et enquêtes publics ; mais en février 2008 le projet est déclaré d'utilité publique.

11. On écrira par la suite ZAD en majuscules pour l'acronyme technocratique et, à partir de 2009 et du mouvement d'occupation, zad en minuscule pour la zone à défendre.

2008 / 2010 – Zone À Défendre, contre l'aéroport et son monde!

En 2008 les “Habitant·e·s qui résistent”, groupe d’habitant·e·s de la ZAD décidés à aller au-delà des stratégies plus légalistes de l’ACIPA, lancent un appel à venir “occuper la zad”. À l’été 2009, le Camp Action Climat marque l’implication plus forte dans la lutte de courants écolos radicaux et anticapitalistes. Petit à petit, de nouveaux groupes s’installent dans des fermes ou construisent des cabanes, et rejoignent ceux des Rosiers qui avaient ouvert un premier squat sur la zone en 2007.

2011 / 2012 – Vinci dégage, résistance et sabotage...

En mai 2011, un millier de personnes défilent, fourche en main, sur la zone et défrichent un terrain pour y installer le projet maraîcher du Sabot. La mise en œuvre du projet d’aéroport est accordée à l’entreprise Vinci. Avec la présence permanente des occupant·e·s sur la zad, les sabotages et résistances se multiplient face aux travaux préliminaires et aux entreprises qui les portent. Au printemps 2012, des procès se succèdent contre les occupant·e·s et leurs habitats. Les pressions, mesures d’expropriations et offres financières se multiplient vis-à-vis des propriétaires, locataires ou paysan·ne·s qui craquent ou tiennent bon. Le 24 mars, près de 10.000 personnes et plus de 200 tracteurs défilent dans Nantes et y amènent un peu du bocage. Quelques semaines plus tard, des opposant·e·s entament une grève de la faim qu’ils tiennent jusqu’à l’élection présidentielle. Le gouvernement s’engage alors à ne pas expulser les habitant·e·s et paysan·ne·s légaux avant l’écoulement d’un certain nombre de recours juridiques.

Octobre / Novembre 2012 – la défaite de César

Le 16 octobre 2012 débute l’opération César, qui mobilisera jusqu’à 2000 policiers pendant plusieurs semaines. Une dizaine de maisons et cabanes squattées sont détruites, mais les occupant·e·s résistent et restent sur le terrain, porté·e·s par un vaste élan de solidarité dans la région et dans toute la France. Plus de 200 comités de soutien sont créés. Le 17 novembre, une manifestation de réoccupation réunit plus de 40.000 personnes et aboutit à la construction en deux jours de plusieurs nou-



Rassemblement «Sème-ta-ZAD», le 13 Mars 2013

veaux bâtiments pour la lutte : la Chat-teigne. Les 23 et 24 novembre, des centaines de policiers tentent de reprendre la Chat-teigne et d'expulser des cabanes dans les arbres. Les grands axes de la région sont bloqués et des milliers de personnes se battent dans la forêt de Rohanne ou les rues de Nantes. Le 24 au soir, le gouvernement sonne la fin de l'opération et la création d'une "commission du dialogue". Le lendemain, 40 tracteurs viennent s'enchaîner autour de la Chat-teigne. En même temps commence une occupation policière permanente des carrefours de la zad qui durera 5 mois. Des dizaines de nouvelles personnes s'installent et une grande période de reconstruction s'amorce.

2013 – Zone libre

En janvier 2013, COPAIN¹², qui regroupe des organisations paysannes engagées dans la lutte, occupe la ferme de Bellevue et ses terres. En avril, la commission du dialogue annonce sans surprise que l'aéro-

12. COPAIN : Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles Indignées par le projet d'aéroport.

port devra se faire, nonobstant quelques améliorations à apporter au projet. Deux jours plus tard, l'occupation policière, devenue intenable, prend fin et plusieurs milliers de personnes viennent aider au démarrage d'une dizaine de nouveaux projets agricoles pendant l'opération "Sème ta zad". Au fil des mois qui suivent, les événements de masse, festizad, pique-nique et chaîne humaine se succèdent. La vie sur le terrain et les liens avec le voisinage se reconfigurent avec leur lot de décalages, parfois tendus, et de belles rencontres. L'impuissance de la préfecture et de Vinci sur le terrain se confirme : les arrêtés juridiques sont systématiquement transgressés et les tentatives de travaux sabotées.

2014 – Zad partout!

Pendant l'hiver 2014, les aménageurs reprennent du poil de la bête et annoncent le déplacement des espèces protégées et le début des chantiers. Le 22 février, en réponse, une manifestation de plus de 50.000 personnes et 500 tracteurs submerge Nantes et donne lieu à de nombreux affrontements avec la police, qui bloque l'accès au centre-ville. Malgré la pression médiatique et les tensions internes, le mouvement réaffirme sa cohésion sur le terrain. Le gouvernement recule une nouvelle fois et reporte le démarrage des travaux.

Le 25 octobre, l'assassinat de Rémi Fraisse par la police lors d'affrontements sur la zad du Testet dans le Tarn entraîne une vague de manifestations fortement réprimées. Les zads se multiplient face à l'aménagement marchand du territoire. En face, dans un contexte sécuritaire post-attentats du 11 janvier, les entrepreneurs, gouvernants et leurs complices de la FNSEA s'organisent pour mater toute nouvelle tentative d'occupation contre leurs projets d'aménagements.

2015 – L'avenir face à la menace

À l'automne 2015, le Premier ministre Manuel Valls affirme obstinément sa volonté de mener à bien la construction de l'aéroport. Des procédures sont relancées pour accélérer l'expulsion des locataires et agriculteur·trice·s resté·e·s sur la zad. Le 22 septembre, des barricades se déploient de nouveau à toutes les entrées de la zone, le temps d'une jour-

née, pour empêcher la venue du juge des expropriations et de la police. En novembre, un convoi de tracteurs et vélos part de Notre-Dame-des-Landes et pour arriver à Versailles à la veille de la COP 21, et ce malgré les interdictions de circuler et l'état d'urgence.

Les paysan.ne.s et habitant.e.s "historiques" de la zad reçoivent le 31 décembre une convocation au tribunal. Vinci demande une expulsion immédiate, des amendes quotidiennes drastiques en cas de refus, ainsi qu'une possibilité de saisie des biens et du cheptel. Puisque le gouvernement n'ose pas revenir sur le terrain, il tente ainsi d'isoler quelques personnes clés qu'il espère pousser au renoncement en les asphyxiant financièrement. Face à cette menace nouvelle, une manifestation s'organise en 10 jours.

2016 – Mobilisations massives et farce démocratique

Le 9 janvier 2016, 20 000 personnes, des centaines de cyclistes et 400 tracteurs convergent sur le périphérique de Nantes et occupent le pont de Cheviré. À l'initiative de COPAIN, 60 tracteurs restent entremêlés au pied du pont à l'issue de la manifestation pour obtenir l'abandon des procès. Un camp s'établit au milieu de la quatre-voies qui est évacué pendant la nuit par la police. Suivent plusieurs jours de blocages en tracteurs et d'opérations-escargot sur les routes de la région. Des dizaines de manifestations, actions et sabotages ont de nouveau lieu partout en France. Le 25 janvier, le juge rend expulsables les habitant.e.s et paysan.ne.s de la zad, mais sans astreintes financières. Quelques jours plus tard, un millier de personnes répondent à l'"appel d'offres" lancé par le "Comité de pilotage pour un avenir sans aéroport". De multiples chantiers ont lieu simultanément pour renforcer les structures collectives de la zad. Le Premier ministre annonce que le démarrage du chantier de l'aéroport sera repoussé une nouvelle fois à l'automne, tandis que le nouveau président de Région se déchaîne quasi quotidiennement contre les "ultra-violents" de la zad, qu'il compare à "Mossoul" ou "Damas".

Le 11 février, à l'occasion d'un remaniement ministériel, le président Hollande achète l'entrée au gouvernement de quelques élus écologistes aux dents longues et tente de se sortir du bourbier en annonçant un

référendum sur le projet d'aéroport. Pas dupes de cette entourloupe, plus de 60.000 opposant·e·s occupent deux semaines plus tard les quatre-voies proches de la zad, à l'endroit même où sont censés commencer les premiers travaux.

Assez vite les termes du "référendum" sont précisés. Seul·e·s les habitant·e·s du département de Loire-Atlantique sont appelé·e·s à répondre à la question suivante : "êtes-vous pour ou contre le transfert de l'aéroport actuel à Notre-Dame-des-Landes?"

Question malhonnête, puisqu'en l'état il n'est nul question d'un transfert : l'aéroport actuel devant être maintenu en état pour Airbus qui exploite une usine à côté, sans que l'on sache qui paiera pour cela. Devant cette évidente mascarade le mouvement anti-aéroport fait front : certain·e·s choisissent de faire campagne pour profiter de cette fenêtre médiatique, d'autres s'en désintéressent, mais tout le monde affirme que le résultat ne changera rien à la détermination commune.

La consultation a lieu le 26 juin, réunissant 51% des personnes inscrit·e·s, ce que M. Valls, pas regardant, ose qualifier de mobilisation exceptionnelle. 55% d'entre elles ont voté "oui" au transfert. Cependant, une lecture géographique de ces résultats montre que les populations concernées, celles autour de Notre-Dame-des-Landes mais aussi celles autour de l'aéroport actuel, ont voté massivement contre. Devant une si piètre "victoire" le mouvement ne désarme pas. Réuni·e·s tout le week-end à l'appel des occupant·e·s pour l'opération "Refaire un dôme", grand chantier collectif pour construire un nouveau lieu d'organisation en dur, les opposant·e·s attendent les chiffres définitifs ensemble. A l'annonce du résultat ce sont plusieurs centaines de personnes, poings levés, qui scandent "résistance, résistance!"

Le printemps est aussi l'occasion pour les occupant·e·s de s'investir dans le mouvement social contre la loi Travail et de faire du lien avec des collectifs nantais et différentes sections syndicales. La CGT-Vinci communique ainsi sur son refus de participer au travaux d'un éventuel aéroport à Notre-Dame-des-Landes dans un communiqué intitulé "nous se serons pas des mercenaires". Des tracteurs du mouvement participent



Le Chant des Bâtons, le 8 octobre 2016

aux manifestations à Nantes, une délégation venue de la zad rejoint à vélo le piquet de la raffinerie de Donges.

Parallèlement, sur place, on continue à s'organiser contre la volonté affichée du gouvernement d'expulser. En septembre, des formations "Défendre la zad" ont réuni, le temps de quelques week-end, des centaines de personnes. Lors de ce que le président de la Région a pompeusement baptisé de "formation à la guérilla anti-flic", on apprend à s'organiser en petits groupes affinitaires, à prendre des décisions ensemble rapidement, à se déplacer sur la zone. En octobre, une nouvelle mobilisation rassemble une fois encore des dizaines de milliers de personnes venues affirmer leur détermination. Les manifestant·e·s avaient été invité·e·s à venir muni·e·s d'un bâton, et un émouvant serment est prêté :

«En ce 8 octobre, nous saisissons nos bâtons, symboles de notre détermination et outils de protection de cette ZAD que nous aimons. En les plantant aujourd'hui, nous scellons dans le sol de Notre-Dame-des-Landes notre serment collectif de revenir, si nécessaire, défendre la ZAD. Nous ne nous soumettons ni à la loi du profit, ni à celle du plus fort : nous sommes là, nous serons là !»¹³

13. Prise de parole du 8 octobre 2016, disponible sur <http://zad.nadir.org>.

2017 – S'organiser sur place, soutenir les luttes ailleurs

Tout l'hiver Manuel Valls aura répété inlassablement, chaque semaine, que "l'évacuation ça se fera. Il ne peut y avoir d'autre voie". Mais sa démission et son échec aux primaires de la gauche sonne la glas de ses ambitions et son successeur s'avère surtout pressé... de ne rien faire. Sur la zad on continue à s'organiser pour le quotidien tout en s'investissant dans les luttes autour. Mi février un week-end de rencontres contre les persécutions policières permet de faire des liens avec des habitant-e-s des quartiers. A la fin du mois les occupant-e-s participent à la manifestation contre le meeting de Marine le Pen à Nantes et plusieurs bus du FN sont interceptés et repeints à leur passage sur la 4 voies proche de la zone. En Mars un cortège de la zad participe à la marche pour la justice et la dignité à Paris. Au printemps est inauguré le phare et le nouvel espace de la bibliothèque Le Taslu à la Rolандière, ainsi que le hangar de l'avenir à Bellevue. Le 1er mai le mouvement anti-aéroport est invité par le collectif syndical à participer à la manifestation unitaire. L'élection de Macron est suivie par la nomination par le nouveau gouvernement de trois médiateurs chargés de "trouver une issue" au dossier de l'aéroport. Cette fois ci ils semblent envisager sérieusement la possibilité d'un abandon du projet. Ils doivent rendre leur rapport en décembre. En attendant sur place la mobilisation ne faiblit pas : le rassemblement estival du mouvement rassemble 20 000 personnes. A l'automne la zad participe à la reprise du mouvement social, une structure mobile est créée pour apporter un soutien matériel aux différents piquets de grève (à l'aéroport de Nantes, dans des bureaux de poste), un réseau de ravitaillement s'organise avec des producteurs solidaires. Les occupant-e-s participent pleinement au Front Social puis à la création d'un Comité d'Action Nantaise. Et sur zone les discussions autour de l'avenir sans aéroport se multiplient, notamment au sein de la nouvelle Assemblée des usages et des communs qui préfigure le futur espace de décision collective. On se prépare à la victoire, sachant bien que la lutte ne fait que commencer!

4

OÙ EN EST LE PROJET?

Au point mort! En décembre 2010, c'est l'entreprise Vinci qui a été désignée comme concessionnaire par l'État. Présente dans 100 pays, Vinci est le leader mondial du BTP et des concessions. En France, elle gère 4.300 km d'autoroutes, 650 parkings, des stades, des aéroports, des hôpitaux, des lignes de train à grande vitesse. Elle crée aussitôt la société AGO (Aéroport du Grand Ouest). Vinci Concessions, filiale de Vinci, en détient 85% sous le nom de Vinci Airports. Les 15% restants sont détenus par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Nantes / Saint-Nazaire et par l'entreprise de BTP ETPO-CIFE.

AGO est chargé à la fois de la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et de la gestion des deux aéroports actuels de Loire-Atlantique, Nantes Atlantique et Saint-Nazaire Montoir et ce, pour une durée de 55 ans. Vinci est par ailleurs assuré de faire des bénéfices. En effet si le projet s'avérait déficitaire l'État s'est engagé à indemniser l'entreprise. Il est même prévu contractuellement avec l'État qu'il complète les profits de Vinci si ceux-ci ne sont pas assez importants. Pratique, non? On appelle ça un "Partenariat" Public-Privé. Ni l'État, ni Vinci, n'ont jamais chiffrée (ou voulu rendre publique) l'estimation de l'éventuelle compensation financière qui serait versée à Vinci en cas d'abandon du projet, ce qui revient à dire qu'ils considèrent cette option comme im-

possible.

Les porteurs du projet communiquent sur le fait que «Le transfert de Nantes Atlantique [se ferait] pour des raisons environnementales [et] est une réalisation HQE (Haute Qualité Environnementale) : intégration optimale dans le paysage, bâtiments basse-consommation et installations à énergie positive (cellules photovoltaïques en toiture, chaufferie au bois...»). Ce qui équivaut à dire que c'est plus écolo de bitumer pour construire du neuf que d'utiliser ce qui existe, et que les avions brûlent du kérosène écologique. Mais si l'on regarde un peu les motivations économiques du projet, on devine bien que l'écologie c'est pour se dorer — pardon, se verdir — la face. D'ailleurs, dans la convention de concession et dans le plan de gestion agro-environnemental, ils ont prévu plein d'idées pour cela : toit végétalisé, « offre d'une tribune aux agriculteurs dans l'aéroport par la création d'une AMAP, la vente de produits dans les restaurants et boutiques de l'aéroport et l'installation d'une ferme de démonstration en face des parkings, qui ferait la promotion des techniques agricoles traditionnelles et ce dans le respect de l'environnement », « la mise à disposition de jardins collectifs aux salariés des entreprises présentes sur la plate-forme aéroportuaire, aux habitants des communes et d'une association locale d'insertion par le travail », « la réalisation d'un document témoin sur l'histoire du site ».

Que prévoyait le calendrier prévisionnel ?

- **2013** : début des travaux préliminaires (route d'accès)
- **2014** : début des travaux de l'aéroport
- **2015/2016** : enquêtes publiques pour adoption des trajectoires et du Plan d'Exposition au Bruit (PEB); insonorisation des logements dans ce qui serait un Plan de Gêne Sonore (PGS) à l'ouverture
- **2017** : mise en service de l'aéroport

Pour l'instant les travaux n'ont pas débuté. Les quelques tentatives, notamment de commencer un barreau routier pour relier le futur aéro-

port aux deux quatre-voies à proximité (Nantes/Rennes et Nantes/St-Nazaire) se sont heurtées à la détermination des opposant·e·s et aux sabotages des chantiers. Le projet est donc au point mort... et il le restera!

5

C'EST QUOI LA ZAD ?¹⁴

LA ZAD, c'est d'abord 2000 hectares (10 km d'est en ouest, 2 km du nord au sud) de terres agricoles, de bocage et de forêts, transformés subitement par des technocrates en Zone d'Aménagement Différé. Il y vit aujourd'hui plusieurs centaines de personnes. Étonnamment, cette décision a permis la préservation de la zone, exemptée ainsi des grands remaniements de terres liés au passage à l'agriculture industrielle dans les années 1970. Mais c'est avant tout pour ses habitant·e·s une Zone A Défendre, un espace en rupture avec l'ordre dominant.

« Pour nous un des faits qui différencie la zad des autres endroits c'est qu'elle est issue et soutient l'action directe. Cette dernière n'est pas forcément une action masquée ou risquée : le fait d'habiter la zad est lui-même une action directe, c'est squatter un endroit où il y a un grand projet d'infrastructure à la campagne. À la zad de NDDL le rapport de force est tel que l'occupation de terre est devenu quelque chose de "normal", d'anodin et qui peut avoir lieu sans complications. L'action directe c'est des actes, souvent en groupe, pour lutter directement contre une

14. Les extraits viennent de « C'est quoi la ZAD ? », texte écrit par des personnes qui vivent et luttent sur la zad depuis plusieurs années, paru à l'été 2015 et disponible sur le site <http://zad.nadir.org>. Il s'agit d'un effort pour dégager les points faisant le plus consensus entre occupant·e·s dans la définition, toujours difficile, de ce qu'est la zad.

situation qui affecte nos vies ou celles des autres, sans demander à un intermédiaire (syndicats, partis politiques, gouvernements, ou autres autorités "compétentes") d'intervenir. Par exemple, faire une manifestation contre Vinci (le concessionnaire du projet d'aéroport) serait une action symbolique, mais aller chez eux, bloquer les entrées et que personne ne puisse travailler, ça devient une action directe. Il peut aussi s'agir d'empêcher des bulldozers d'avancer au cours d'une expulsion ou de travaux, occuper et cultiver un terrain, cramer une préfecture, barricader une route ou planter un verger à cinquante sur un terrain voué au bétonnage. Dans un monde qui nous fait nous sentir impuissant·e·s, c'est un moyen de reprendre nos vies en main.

Comme nos désirs sont en conflit avec les intérêts de l'État, l'illégalité est une réalité ici et souvent nos tactiques sont illégales, la zad n'aurait jamais existé légalement. On ne reconnaît pas à l'État la légitimité de décider pour nous ce qui est permis. »

« Un aspect important d'une zad est l'idée de construire une autre réalité, où nous sommes moins dépendant·e·s de l'État et du capitalisme. Vivre ici veut dire apprendre à nous débrouiller avec ce que nous avons ou à trouver ce que nous n'avons pas sans devoir nous appuyer sur des professionnel·le·s ou sur des expert·e·s. Nous n'appelons pas un électricien pour un problème parce que si nous avons l'électricité c'est pas réglé : soit on la produit nous-mêmes, soit c'est branché illégalement. Pour certain·e·s, c'est quelque chose d'important politiquement de savoir que nous pouvons construire nos maisons avec ce qu'on trouve dans les déchetteries et tout réparer avec de la ficelle bleue agricole. Pour d'autres, il s'agit de prendre le temps et de se donner les moyens de couper du bois et de fabriquer nos poutres pour construire. Dans tous les cas, apprendre à être plus autonomes pour des choses pratiques, c'est se défendre contre un système qui veut nous rendre dépendant·e·s. Il ne s'agit pas que chaque personne sache tout faire, mais de s'entraider et de partager nos connaissances et nos ressources pour nous débrouiller ensemble. »

« On aspire à s'écartier des logiques de domination qui donnent plus de valeur et de pouvoir à certaines personnes plutôt qu'à d'autres : avec ou sans papiers, hommes ou femmes ou autres, personnes blanches ou pas, hétérosexuel·le·s, homosexuel·le·s ou autres, "français·e·s" ou étranger·e·s. Ces inégalités existent aussi sur la zad, mais il y a des tentatives de les rendre vivable pour tou·te·s.

Enfin, on ne reconnaît pas à l'État ni à quiconque l'autorité de décider ce qu'on doit vivre. On tente de s'organiser pour la vie et la lutte sur la zad sans hiérarchies, en donnant le même pouvoir à chacun·e·s. C'est pas quelque chose qui marche comme sur des roulettes mais plutôt des débats et une recherche permanente. »

La zad n'est pas un espace exempt de conflits, ni un nouveau paradis alternatif... et ne cherche d'ailleurs pas à l'être. C'est en tout cas un territoire vivant, ouvert, habité pleinement.

6

À QUOI RESSEMBLE LA VIE SUR LA ZONE ?

SUR LA ZAD vivent des personnes issues d'horizons très différents. Certain·es habitant·e·s de longue date ont refusé tout compromis avec l'État et sont resté·e·s malgré les pressions et les expropriations. Il s'agit surtout de familles de paysan·n·es mais pas seulement. Les personnes venues s'installer pour la lutte viennent d'horizons extrêmement variés. On trouve sur la zone des déserteur·trice·s du système scolaire comme des sur-diplômé·e·s, d'ancien·ne·s infirmière·s, des informaticien·ne·s, des jeunes qui fuient le carcan familial comme des quadras qui ont quitté leur boulot pour chercher un sens nouveau à leur vie. Des gens abîmés par la vie y trouvent un refuge, d'autres viennent s'essayer à la vie sauvage sans électricité ni confort. Si nombre d'occupant·e·s viennent du milieu militant anarchiste, anti-autoritaire, et ont déjà eu des expériences de squat, c'est aussi pour beaucoup la première aventure politique. Toutes et tous naviguent entre deux envies, complémentaires, celle de s'inscrire dans la lutte contre le projet d'aéroport (et le monde qui va avec !) et celle de vivre des alternatives en actes. La force d'attraction de la zone est élevée : de nombreuses personnes qui y vivent aujourd'hui ne comptaient y passer que pour quelques jours !

Il n'y a pas de journée type sur la zone : parce qu'il y a tant à faire et tant de gens différents. Certain·e·s vont privilégier les activités agricoles, d'autres la mécanique ou l'écriture. Des urbain·e·s apprennent à semer et à récolter, à reconnaître les plantes et les champignons comestibles. Tout le monde peu ou prou s'improvise architecte et artisan à un moment. On apprend ensemble des chansons de lutte afin de former des chorales révolutionnaires et entretenir notre rage. Des clowns forment des groupes d'actions, une fanfare se monte, des vélorévolutionnaires partagent leurs savoirs et font vivre les ateliers vélos, les geeks apprennent à tout·e·s à utiliser les logiciels libres et à naviguer anonymement sur le Net. Des autoformations permettent qu'un groupe médical existe et assure une base de soins lors les manifestations et affrontements comme sur la zone, un groupe de communication externe fait en sorte que les différentes voix de la zad puissent être entendues de l'extérieur à travers le site internet. Des pirates qui n'ont jamais fait de radio apprennent ensemble à bidouiller un émetteur clandestin capable de parasiter sur des kilomètres à la ronde les ondes de radio Vinci (radio autoroute sur 107.7) et radio Klaxon est née ! Formidable outil pour s'échanger des savoirs, des infos, des lectures, la radio est aussi un outil de défense efficace en cas d'intervention policière car dans ces moments, tous les lieux ont leur radio allumée. Un groupe boulange fait du pain trois fois par semaine aux Fosses Noires, un autre deux autres jours à Bellevue. Les deux le partagent à prix libre¹⁵ Des copin·e·s bricolent des films sur la lutte ici et apprennent à d'autres les bases du montage vidéo, sans oublier de leur montrer comment flouter les visages pour que la police n'utilise pas nos images contre nous. Ateliers d'écriture hebdomadaire, chantiers collectifs pour entretenir la zone (haies, chemins, etc.), meunerie, conserverie, les occupant·e·s cherchent à prendre leurs vies en main.

La zone n'est pas refermée sur elle-même : un lieu est dédié à l'accueil des migrant·e·s, un groupe travaille sur la solidarité avec les personnes

15. Un principe essentiel sur la ZAD : chacun·e met en fonction de ses possibilités, ainsi l'argent n'est pas une limite et tout·e·s peuvent se procurer de la nourriture.

en lutte pour un Kurdistan libre, une équipe juridique assure le soutien des personnes inculpées dans les luttes. Elle est traversée par d'autres combats, parce que des personnes viennent les raconter, par les liens avec d'autres espaces en lutte (contre l'aménagement capitaliste du territoire, contre le nucléaire). Les personnes qui y vivent s'inscrivent aussi dans des luttes anticarcérales, antifascistes ou plus récemment contre la réforme du code du travail.

Chaque semaine, à pied ou à vélo, un journal, le ZadNews, est distribué sur l'ensemble des lieux occupés. Il permet de faire le lien entre tout·e·s, de proposer des rendez-vous, de faire circuler des comptes-rendus de réunions ou d'appeler à de prochaines actions. C'est aussi l'espace des coups de gueule, des annonces de fêtes, concerts et banquets, très fréquents par ici ! Une fois par semaine, la réunion des habitant·e·s permet de faire le point ensemble. Une Assemblée Générale mensuelle réunit l'ensemble des personnes impliquées dans le mouvement anti-aéroport, si besoin plus fréquemment, pour préparer des mobilisations communes par exemple.

Depuis 2013 les projets agricoles se sont multipliés. L'assemblée «Sème Ta Zad» regroupe occupant·e·s et paysan·ne·s qui réfléchissent ensemble à l'usage des terres, partagent les ressources. La CURCUMA (Coopérative d'Usure, Réparation, Casse et éventuellement Utilisation de Matériel Agricole) prend soin des tracteurs mis en commun. Les groupes se multiplient, «vaches», «céréales», «patates», «verger», «plantes médicinales» et bien d'autres. Certains demandent occasionnellement des coups de main à l'ensemble des occupant·e·s (en passant par le bouche à oreille et le ZadNews), d'autres comme le collectif maraîcher Rouges et Noires proposent un rendez-vous régulier et rejoignable.

Enfin, tous les vendredis un «non-marché» permet de se rencontrer et de mettre en commun une partie de la nourriture produite sur la zone. Un autre alimente aussi d'autres luttes, des squats de migrant·e·s à Nantes, des cantines populaires.

7

LES LIEUX

LA zone est parsemée de plus de 60 lieux de vie : fermes et étables de paysan·n·es en lutte, maisons occupées¹⁶, habitats atypiques comme des tipis ou des yourtes, des cabanes perchées dans les arbres et même une construite au milieu d'un étang. Si le centre est très peuplé (à l'échelle de la zad!) des endroits le sont beaucoup moins et restent plus sauvages, comme à l'est où une zone non motorisée (dont l'accès est interdit aux voitures et tracteurs) abrite de nombreuses petites habitations dispersées. Certains collectifs de vie regroupent une dizaine de personnes, d'autres beaucoup moins.

Il serait impossible de décrire tous ces lieux : contentons nous de faire un petit tour de ceux présents sur le plateau de jeu, en commençant au nord-est :

— Le bourg de Notre-Dame-des-Landes (20)¹⁷ rassemble 2000 habi-

16. Dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.) du projet d'aéroport, l'ensemble des terres et habitations a été peu à peu racheté par le Conseil Régional, par des négociations à l'amiable, par la pression, ou suite à des procédures d'expropriation. Il l'a cédé par la suite à l'exploitant, AGO. Si pendant longtemps les habitant·e·s historiques qui ont refusé de partir sont resté·e·s protégé·e·s juridiquement, cela n'est plus le cas aujourd'hui.

17. Pour s'y retrouver, on met ici entre parenthèses le numéro de la case sur le plateau de jeu.



La barbotine, cabane construite à la Chat-Teigne suite à la manifestation de réoccupation par des étudiant·e·s en architecture nantais·e·s, novembre 2012

tant·e·s, majoritairement opposé·e·s au projet d'aéroport.

- Le Champ de Ronces (4) est sorti indemne de la période d'expulsion. Sa cabane est toujours habitée. C'est toujours un endroit un peu magique, sauvage, dissimulé par la végétation.
- La Bellish (1) a été le premier lieu attaqué lors de l'opération César en octobre 2012. La cabane collective a brûlé et le terrain a été dévasté, les occupant·e·s avaient choisi de ne pas être présent·e·s et de participer, ailleurs, à la défense de la zone. Depuis, le lieu a été réoccupé et un petit collectif y vit, un potager y a poussé.
- La Boissière (13) est un petit hameau regroupant des maisons non menacées d'expulsion, mais qui évidemment seraient très impactées par le projet d'aéroport vu la proximité.
- La Paquelais (19) est une partie de la commune de Vigneux-de-Bretagne (21), dont la moitié sud de la zad fait partie. Elle compte 5600 habitant·e·s dont nombre font partie du mouvement anti-aéroport.
- Le carrefour des Ardillières (15) est un peu la porte nord de la zad : un carrefour essentiel à défendre. Une maison, le Phoenix, y est squattée depuis des années.

- La maison des Planchettes (10), était un symbole : elle servait de lieu d'accueil et d'organisation au mouvement d'occupation, jusqu'à être rasée lors de l'opération César. Des gens vivent à nouveau autour du site, des deux côtés de la départementale désormais connue sous le nom de « route des chicanes ». De nombreuses petites cabanes ont fleuri, sur la route, et autour.
- La Gaité (5) a été expulsée puis détruite en 2012. Le chemin d'accès avait été barricadé, les habitant·e·s étaient enfermé·e·s dans la maison, deux étaient sur le toit, ce qui a retardé d'autant l'évacuation. Depuis, une cabane y a été construite, des personnes s'y succèdent mais de manière irrégulière.
- Le centre zad (11) regroupe de nombreux lieux, aussi bien de petites cabanes dans les bois (Jesse James, Far West, Mandragore, Le Port, etc.) que des collectifs plus larges comme les Cent-Noms qui se sont installé sur un champ qu'ils cultivent et où illes ont construit une éolienne.
- La Grée (9), une ancienne ferme rachetée par la Région, occupée au printemps 2015, accueille aujourd'hui de nombreuses personnes. Comme il y a des granges en dur c'est un bon espace pour se poser en camion. Un mur d'escalade y a été construit, c'est aussi le lieu de l'atelier d'écriture hebdomadaire du Zad Social Rap.
- La chèvrerie (16) a abrité des chèvres jusqu'aux expulsions, les ancien·ne·s se souviennent encore avec nostalgie de leur fromage. Des gens s'y sont installés depuis, ont développé les bâtiments existants et en ont fait leur lieu de vie.
- Les Fosses Noires (12) étaient habitées depuis 25 ans par des personnes en lutte contre le projet. Dès le premier jour des expulsions, illes ont offert l'usage de leurs deux granges à des personnes expulsées qui y ont organisé un espace d'accueil, cuisine et dortoir, avant d'y faire le lieu de leur collectif. On y trouve une boulangerie, une brasserie, un dortoir d'une vingtaine de places et une caravane-infirmerie.
- À La Saulce (3) vivent toujours un couple de retraités qui ont refusé de partir. Une autre maison a été expulsée, puis détruite, tout comme

les cabanes dans les arbres qui y avaient été construites autour. Un petit collectif s'y est réinstallé, et y a bâti une cabane collective. Illes vivent dans des camions aménagés et des caravanes tout autour.

- Le Liminbout (8) est un petit hameau qui doit être entièrement détruit par l'aéroport. Y vivent toujours quatre foyers, tous opposés au projet. Une maison abandonnée avait été ré-ouverte juste avant les expulsions puis détruite. Un collectif s'y est installé et a entrepris de gros travaux pour la rendre à nouveau vivable. Des occupant·e·s ont aussi participé au rêve de l'un des habitants historiques d'y construire une auberge, qui peut maintenant accueillir plusieurs centaines de personnes pour des banquets pantagruéliques. Enfin, deux maisons sont des sièges d'exploitations agricoles autour de vaches laitières, portées par des agriculteur·trice·s qui ont refusé tout compromis avec Vinci et fait le choix de résister jusqu'au bout.
- Les occupant·e·s de la forêt de Rohanne (6) ont été expulsé·e·s près de cinq fois, et à chaque fois ont reconstruit des plateformes en hauteur. Depuis le départ des « forces de l'ordre », le collectif d'habitant·e·s a fait le choix de ne pas s'y réinstaller, préférant défendre la forêt



Cabane dans les arbres, forêt de Rohanne

sans l'habiter tant les gendarmes y ont causé de dégâts lors de leurs interventions. Cependant illes sont toujours là et prêt·e·s à revenir la défendre à la moindre menace. D'autres personnes ont depuis construit, et habitent, de petites cabanes disséminées dans la forêt.

- Les Rosiers (2) ont été la première maison squattée de la zone, en 2007. Comme bien d'autres, elle été détruite en 2012, malgré les barricades érigées tout autour. Depuis, un collectif s'y est installé, une cabane collective a été reconstruite. Un hangar offert par un collectif de Brest y a été apporté en convoi, bravant tous les interdits préfectoraux, et installé. Des champs de patates y ont poussé, de quoi nourrir la zad tout l'hiver.
- Le chêne des Perrières (14) est un carrefour où vivent quelques habitant·e·s non menacé·e·s d'expulsion. Il a accueilli le rassemblement estival du mouvement à l'été 2017.
- La Freuzière (7) est une ancienne ferme à l'ouest de la zone, elle a été squattée en novembre 2013. De nombreuses personnes y ont habité, monté des projets, ateliers. Depuis plusieurs mois un collectif plus stable y habite et s'y projette sur du long terme.
- St Jean du Tertre (17) est un petit hameau. On y trouve une ferme occupée en avril 2014 et défendue par l'ensemble du mouvement contre l'expulsion projetée à ce moment-là. Ses habitant·e·s actuel·le·s portent un projet d'installation paysanne. On y trouve aussi deux cabanes, construites l'une par un collectif anti-aéroport aveyronnais, l'autre par celui du plateau des Mille-Vaches, qui ont fusionné. Elles abritent une dizaine de personnes qui cumulent projets agricoles autour du blé et révolutionnaires, en liens avec les personnes en lutte au-delà de la zone.
- La Maison Rose (18) est une maison squattée depuis 2011, elle a été épargnée par l'opération César et est restée longtemps inexpulsable. Si les gendarmes revenaient tenter d'expulser la zone elle serait une base logistique précieuse pour le mouvement d'occupation.

8

L'AVENIR SANS AÉROPORT

AU DELÀ de partager une même lutte, habiter ensemble un même territoire crée un rapport différent aux habituelles oppositions idéologiques qui, ailleurs, auraient pu faire exploser l'unité entre des gens aux pratiques parfois divergentes. Le mouvement a trouvé la force de transcender ses divisions, de faire front ensemble quand le préfet, après la manifestation à Nantes du 22 février 2014 essayait vainement de séparer les "gentils paysans" des "méchants anarchistes" en demandant aux associations anti-aéroport « de cesser d'être la vitrine légale d'un mouvement armé¹⁸ » (sic!). Depuis l'été 2014 nous affirmons au contraire que nous sommes déjà, ensemble, dans l'après-projet et souhaitons désormais « construire en dur ». Un cycle de discussions se met alors en place pour affirmer que penser l'avenir sans aéroport nous donne de la force, pour imaginer un usage collectif des terres, pour éviter tout « retour à la normale ». C'est que nous sommes devenu·e·s exigeant·e·s sur ce que serait la victoire : on ne veut pas que la zone devienne un centre commercial de plus, une proie pour les appétits d'extension des grosses exploitations agro-industrielles, un village de vacances type Center Parcs, une zone « préservée » type Natura 2000... On veut gagner pour toutes celles et

18. Déclaration du préfet de Loire-Atlantique, Christian de Lavernée, le 23 février 2014.

ceux qui voient dans ce combat l'un des rares espaces où on peut collectivement faire plier l'État, pour se donner de la force, de l'espoir pour d'autres victoires futures.

On commence alors à penser un usage collectif des terres, on évoque l'idée d'une réserve foncière gérée à l'échelle du mouvement et non par les institutions habituelles. On parle de communaux entretenus ensemble, du primat de l'usage sur la propriété. Il s'agit aussi de permettre à tout·e·s les acteur·trice·s de la lutte de s'inscrire sur ce territoire sur du temps long. Les 6 points pour l'avenir de la zad, fruits d'un an et demi de réflexion collective et validés fin 2015 par l'ensemble des composantes du mouvement, affirment que tout le monde doit pouvoir rester après l'abandon du projet, habitant·e·s de longue date ou nouveau·elles venu·e·s, paysan·ne·s souhaitant rester dans le circuit classique ou occupant·e·s développant des projets hors normes. La diversité des formes de vie est une richesse revendiquée, tout comme le foisonnement des expérimentations. C'est sur ces bases qu'en 2017 s'est élaborée l'Assemblée des usages et des communs. Celle-ci a vocation à être l'espace d'élaboration d'un projet commun pour l'après projet, mais aussi le lieu où se discuterait par la suite les différentes questions liées au partage des terres, aux nouvelles installations, aux conflits pouvant en découler. Une commission de cette assemblée réfléchit à différentes hypothèses sur l'avenir, notamment à des formes légales permettant au mouvement d'acheter ou louer les terres. L'objectif est de pouvoir couvrir ainsi l'ensemble des activités qui ont vocation à se maintenir sur la zone, qu'elles soient légales ou illégales, en affirmant l'ambition de continuer à penser collectivement l'usage des terres libérées.

Poser cela, c'est se donner la confiance qu'on continuera ensemble, que l'abandon du projet n'est plus qu'une étape dans un combat plus large. On cherche ailleurs des pistes de réflexion : dans l'exemple du Larzac ou de collectifs qui ont cherché des formes légales pour dépasser la propriété privée des terres. Des occupant·e·s revenu·e·s d'une délégation de la zad chez les zapatistes du Chiapas racontent une communalité

traditionnelle encore vivante, transcendée par un mouvement révolutionnaire, ritualisée par des fêtes. D'autres se plongent dans l'histoire pour se saisir de l'idée de Commune, tant celles des solidarités paysannes du Moyen-Âge que des communes marrones des esclaves évadé·e·s, ou celles de 1871 qui portèrent l'espoir d'une transformation sociale profonde.

Rêver une commune de la zad, c'est imaginer un territoire qui resterait vivace, en lutte. Un espace ouvert, circulant, en lien avec d'autres communes et participant au mitage insurrectionnel en s'extrayant du contrôle de l'État, sans céder à la tentation du repli sur soi.

En guise de conclusion

Espérons que ce livret vous aura été agréable à lire, et un bon complément au jeu de plateau « Zone A Défendre », pour que le jeu et la lutte soient indissociables.

En résistant ici nous n'oublions pas les autres personnes en lutte ailleurs, contre d'autres projets d'aménagements autoritaires du territoire, tous les gens en butte à la répression à cause de leurs origines, les sans-papiers comme les sans-domicile, les prisonnier-e-s et toutes celles et ceux qui crèvent de faim sur une planète où la moitié de la nourriture produite finit dans les poubelles. Partout la logique capitaliste conduit

au bétonnage des terres agricoles, au développement des structures d'encadrement de la population par les forces de l'ordre, à la volonté de soumettre toutes formes de résistance.

De nombreuses Zones A Défendre se sont créées en résonnance à la lutte à Notre-Dame-des-Landes. Gagner ici c'est pour nous la possibilité de donner de la force à un mouvement social plus large, de prouver qu'on peut s'opposer au pouvoir, y compris par l'action directe et illégale, sans rien abdiquer de nos idéaux.

Nous ne croyons pas que la simple opposition légaliste permettra de faire reculer l'État.

Alors l'occupation continue et se renforce !

2 - Et au moment où on finit d'écrire (novembre 2026) on pense particulièrement aux milliers de migrant-e-s expulsé-e-s de Calais.

LES 6 POINTS POUR L'AVENIR DE LA ZAD

Parce qu'il n'y aura pas d'aéroport

Ce texte en 6 points a pour but de poser les bases communes nécessaires pour se projeter sur la ZAD une fois le projet d'aéroport définitivement enterré. Il a été réfléchi au sein d'une assemblée régulière ayant pour objet de penser à l'avenir des terres une fois le projet d'aéroport abandonné, l'assemblée qui regroupe des personnes issues des différentes composantes du mouvement de lutte. Ce texte a été longuement débattu, à plusieurs reprises, dans de multiples composantes et espaces d'organisation du mouvement.

Nous défendons ce territoire et y vivons ensemble de diverses manières dans un riche brassage. Nous comptons y vivre encore longtemps et il nous importe de prendre soin de ce bocage, de ses habitant·e·s, de sa diversité, de sa flore, de sa faune et de tout ce qui s'y partage. Une fois le projet d'aéroport abandonné, nous voulons :

1. Que les habitant·e·s, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leur droits.
2. Que les agriculteur·ices impacté·e·s, en lutte, ayant refusé de plier face à AGO-VINCI, puissent continuer de cultiver librement les

terres dont il-elles ont l'usage, recouvrir leurs droits et poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.

3. Que les nouveaux habitant·e·s venu·e·s occuper la ZAD pour prendre part à la lutte puissent rester sur la zone. Que ce qui s'est construit depuis 2007 dans le mouvement d'occupation en terme d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes, caravanes, yourtes, etc.), de formes de vie et de lutte, puissent se maintenir et se poursuivre.
4. Que les terres pour redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le compte d'AGO-Vinci sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui déterminent l'usage de ces terres.
5. Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles, officielles ou hors cadre, et non à l'agrandissement.
6. Que ces bases deviennent une réalité par notre détermination collective. Et nous porterons ensemble une attention à résoudre les éventuels conflits liés à leurs mise en œuvre.

Nous semons et construisons déjà un avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion. C'est à nous tout·e·s, dès aujourd'hui, de le faire fleurir et de le défendre.

ALLER PLUS LOIN...

Pour plus d'infos, textes et rendez-vous sur la lutte :

- <https://zad.nadir.org> : le site du mouvement d'occupation. Vous y retrouverez de nombreux textes, communiqués, analyses. Sur la période des expulsions on peut citer :
 - Contre l'aéroport et son monde — échos de deux mois d'expulsions et de résistances sur la Zone À Défendre (brochure de janvier 2013)
 - Chronologie des actions directes en solidarité avec la zad (brochure de novembre 2012)
 - Et parce qu'on parle d'opérations policières à nouveau, vous pouvez consulter «L'appel de la zad face aux menaces d'expulsion», publié en octobre 2016.
- <https://www.acipa-ndl.fr>, site de la principale association citoyenne anti-aéroport, le meilleur endroit pour trouver les analyses juridiques et économiques.
- <https://naturalistesenlutte.wordpress.com>, pour les questions environnementales.
- <https://constellations.boum.org>, le site d'un collectif d'écriture : *la Mauvaise Troupe*. On y trouve une série d'entretiens avec des personnes en lutte sur la zad de Notre-Dame-des-Landes et dans la vallée de Susa contre le TGV Lyon-Turin (sous forme de brochures

téléchargeables et imprimables), une sélection subjective de textes du mouvement anti-aéroport, sur la période des expulsions, des récits des combats contre l'avancée du projet ainsi que des outils pour penser l'avenir sans aéroport et questionner l'idée de commune.

Le collectif a également publié sur le sujet trois livres disponibles en librairie :

- «Défendre la ZAD», l'éclat, 2016
- «Contrées, histoires croisées de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV», l'éclat, mai 2016
- «Saisons, nouvelles de la zad», l'éclat, septembre 2017
- <https://whenthetrees.noblogs.org>, qui rassemble des films et un zine faits en 2012 autour des forêts de la zad avant et après les expulsions.
- <http://paroledecampagnes.blogspot.com>, un blog tenu par un couple de paysan·nes vivant sur la zone et refusant de céder.
- <http://www.isabellerimbert.fr/tous-camille>, une série de portraits photos sensibles d'opposant·e·s
- Le film «Le dernier continent», V.Lapize, 2015. Tourné de 2012 à 2014, il fait le portrait subjectif de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et de ses habitant·e·s.
- Plus récemment, le film «les pieds sur terre» dresse un tableau sensible du petit hameau du Liminbout et de ses habitant·e·s.

Il y a probablement un comité local près de chez vous à partir duquel s'organiser ou quelques personnes et énergies complices avec lesquelles le constituer.

... venir plus près!

Il y a aussi de multiples occasions de venir sur la zad, pour des chantiers, fêtes, ateliers, banquets, ou actions. N'hésitez pas à y passer, pour quelques jours ou plus longtemps !



RÉSISTANCE

ZAD PARTOUT!